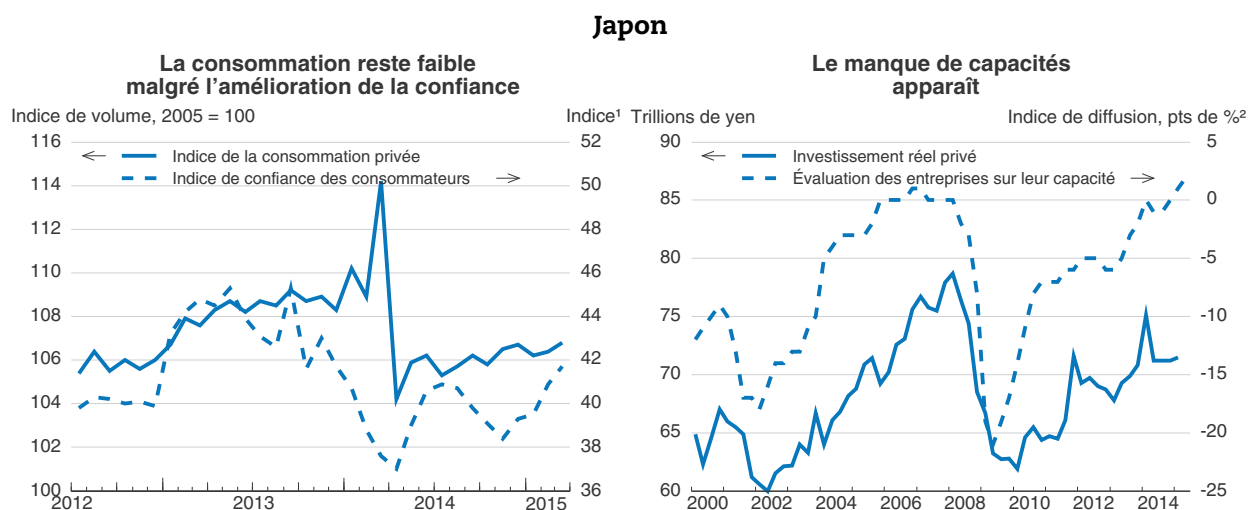


## JAPON

L'économie s'est désormais redressée après la contraction de l'activité consécutive à la hausse d'impôt survenue en 2014. Favorisée par la chute des prix du pétrole et la progression des salaires réels, la croissance de la production devrait s'établir à 0,75 % pour cent en 2015 et 1,5 % en 2016. L'expansion des exportations devrait demeurer soutenue, grâce à l'affaiblissement du yen et à une remontée progressive des échanges mondiaux. Selon les prévisions, l'inflation, en repli à presque zéro, commencera à repartir à la hausse au second semestre de 2015 pour atteindre 1,5 % à la fin de 2016, tandis que le taux de chômage poursuivra sa décroissance.

La politique monétaire d'assouplissement quantitatif et qualitatif de la Banque du Japon devrait continuer jusqu'à ce que l'objectif d'inflation de 2 % soit durablement atteint. La réduction de la dette publique demeure une priorité, sachant qu'elle représente 230 % du PIB en valeur brute. La viabilité des finances publiques passe par un plan d'assainissement budgétaire détaillé et crédible pour atteindre l'objectif d'un excédent primaire à l'horizon 2020, ainsi que par une accélération de la croissance de la production, grâce à des réformes structurelles ambitieuses, dont celles prévues dans la stratégie de croissance du Japon pour dynamiser l'investissement du secteur privé.

L'investissement productif est l'une des clés de l'accroissement de la productivité du travail, laquelle est inférieure d'un quart à la moyenne des pays de l'OCDE figurant dans la première moitié du classement. Les baisses prévues du taux relativement élevé d'imposition des bénéfices des sociétés devraient stimuler l'investissement, mais d'autres mesures sont nécessaires. Continuer à améliorer le cadre régissant la gouvernance d'entreprise et accélérer les réformes des marchés de produits pour créer de nouveaux débouchés commerciaux permettraient d'inciter les entreprises à investir l'abondant volant de trésorerie dont elles disposent. Relever le taux de création d'entreprises qui est relativement faible au Japon, en partie en encourageant les investissements en capital-risque, est aussi une priorité.



1. Une moyenne désaisonnalisée des quatre indicateurs de subsistance globale, la croissance des revenus, l'emploi, et la volonté d'acheter des biens durables. Si tous les répondants ont répondu "amélioration" ("aggravation") pour les quatre indicateurs, l'indice serait de 100 (0).
2. Le nombre d'entreprises qui ont répondu qu'ils avaient un manque de capacité, moins ceux qui ont déclaré une capacité excédentaire. Un chiffre positif indique donc une pénurie globale de capacité. Les chiffres pour le deuxième trimestre 2015 sont les projections des entreprises faites en mars 2015.

Source : Bureau du Cabinet ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933226056>

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2012	2013	2014	2015	2016
Emploi	-0.3	0.7	0.6	0.3	0.1
Taux de chômage <sup>1</sup>	4.3	4.0	3.6	3.5	3.3
Rémunération par salarié <sup>2</sup>	0.4	-0.1	0.8	1.5	2.8
Coûts unitaires de main-d'œuvre	-1.4	-0.8	1.6	1.2	1.6
Revenu disponible des ménages	-0.2	0.4	1.1	1.8	2.8
Déflateur du PIB	-0.9	-0.6	1.7	2.2	1.1
Indice des prix à la consommation <sup>3</sup>	0.0	0.4	2.7	0.7	1.1
IPC sous-jacent <sup>4</sup>	-0.5	-0.1	1.9	0.9	1.1
Déflateur de la consommation privée	-0.9	-0.3	2.0	0.2	1.1

1. En pourcentage de la population active.

2. Pour l'ensemble de l'économie.

3. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

4. Indice global hors alimentation et énergie.

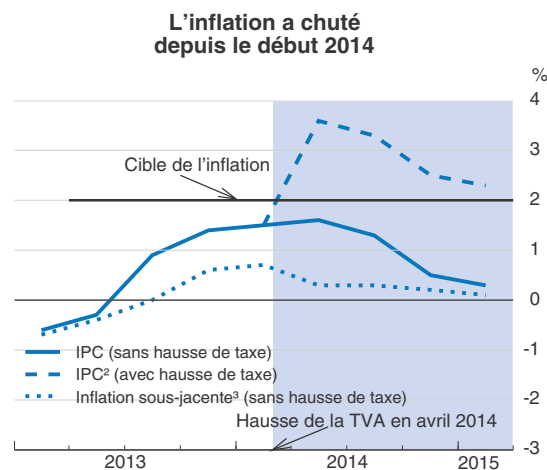
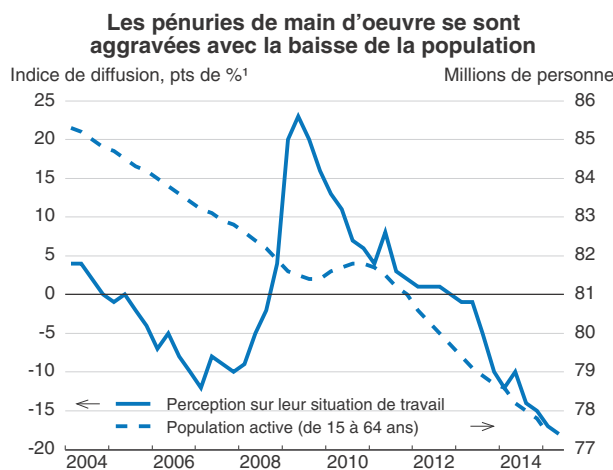
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226746>

## La croissance de la production a repris après la hausse d'impôt

La croissance de la production a repris à la fin de 2014, tirée par les exportations, en partie grâce à l'affaiblissement du yen, lequel se situe près de 30 % en dessous de son niveau de la fin 2012 en termes pondérés les échanges. Le redressement de la

## Japon




1. Le nombre d'entreprises qui ont répondu qu'ils avaient un nombre excessif de travailleurs moins ceux qui ont déclaré une pénurie. Un chiffre négatif indique donc une pénurie générale de main-d'oeuvre. Les chiffres pour le deuxième trimestre 2015 sont les projections des entreprises faites en mars 2015.

2. En avril 2014, la taxe sur la consommation a été portée de 5 % à 8 %, ajoutant ainsi 2 points de pourcentage à l'inflation, d'après les estimations de la Banque du Japon et du Bureau du Cabinet.

3. Selon la définition de l'OCDE, qui exclut les produits alimentaires et l'énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97 ; Banque du Japon ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226066>

## Japon : Indicateurs financiers

	2012	2013	2014	2015	2016
Taux d'épargne nette des ménages <sup>1</sup>	1.2	-0.2	0.3	1.6	1.3
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup>	-8.7	-8.5	-7.7	-6.8	-5.8
Dette brute des administrations publiques <sup>2</sup>	215.4	220.3	226.0	229.2	231.7
Dette nette des administrations publiques <sup>2</sup>	129.2	122.9	128.7	131.8	134.4
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	1.0	0.8	0.5	2.8	3.0
Taux d'intérêt à court terme <sup>3</sup>	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1
Taux d'intérêt à long terme <sup>4</sup>	0.8	0.7	0.6	0.4	0.4

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB, valeur au marché.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226751>

consommation privée après l'effondrement lié à la hausse de la taxe sur la consommation d'avril 2014 a été timide malgré un raffermissement de la confiance des consommateurs, l'augmentation des primes versées et la décélération de l'inflation. Après avoir atteint 1.5 % (en glissement annuel) au début de 2014, la hausse des prix à la consommation (compte non tenu de l'impact du relèvement de la taxe sur la consommation) est devenue quasiment nulle au début de 2015. L'investissement productif est plutôt mou depuis le

## Japon : Demande et production

	2013	2014	2015	2016	Quatrième trimestre		
					2014	2015	2016
	Prix courants trillion de ¥				Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2005)		
<b>PIB aux prix du marché</b>	480.1	-0.1	0.7	1.4	-0.8	1.9	1.3
Consommation privée	293.5	-1.3	0.3	2.0	-2.4	1.9	2.0
Consommation publique	98.8	0.3	0.9	0.1	0.6	1.1	-1.2
Formation brute de capital fixe	104.3	2.6	-0.6	0.1	-1.6	1.0	0.5
Secteur public <sup>1</sup>	22.9	3.8	-4.4	-17.8	1.6	-10.6	-17.8
Secteur privé : résidentiel	15.3	-5.1	-2.0	8.3	-15.7	7.8	9.2
Secteur privé : autres	66.1	3.9	0.8	4.0	0.6	3.6	4.0
Demande intérieure finale	496.6	-0.1	0.2	1.2	-1.6	1.6	1.0
Variation des stocks <sup>2</sup>	-2.9	0.1	0.3	0.0			
Demande intérieure totale	493.8	-0.1	0.5	1.2	-1.8	2.1	1.0
Exportations de biens et services	77.5	8.4	7.2	5.8	11.2	5.7	6.7
Importations de biens et services	91.2	7.4	4.9	4.6	3.6	6.4	4.9
Exportations nettes <sup>2</sup>	-13.6	0.0	0.3	0.2			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226769>

Japon : **Indicateurs extérieurs**

	2012	2013	2014	2015	2016
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	877.1	794.7	816.5	781	835
Importations de biens et services	991.9	933.9	960.8	829	875
Balance commerciale	- 114.8	- 139.2	- 144.3	- 48	- 40
Solde des invisibles	176.7	178.8	167.2	163	170
Balance des opérations courantes	61.9	39.6	22.9	116	130
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	- 0.2	1.2	8.4	7.2	5.8
Importations de biens et services en volume	5.3	3.1	7.4	4.9	4.6
Résultats à l'exportation <sup>1</sup>	- 4.1	- 3.3	4.9	2.6	0.0
Termes de l'échange	- 1.5	- 2.0	- 1.0	8.4	0.2

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 97.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933226775>

deuxième trimestre de 2014 en dépit d'un yen affaibli, de bénéfices exceptionnellement élevés dans le secteur des entreprises et d'amples réserves de liquidités excédant 60 % du PIB. Par ailleurs, les entreprises font état de pénuries de capacités et de main-d'œuvre.

### Un certain nombre de réformes structurelles s'imposent pour relever la productivité du travail et les taux d'activité

Les réformes engagées récemment pour renforcer la gouvernance d'entreprise devraient inciter les entreprises à faire un usage plus productif de leur abondant volant de trésorerie. En 2014, le gouvernement a fait adopter un code de bonne gestion pour encourager les investisseurs institutionnels à s'impliquer de manière constructive auprès des sociétés dans lesquelles ils investissent. De plus, un code de gouvernance d'entreprise obligeant les sociétés cotées à compter au moins deux administrateurs indépendants (obligation applicable selon le principe « se conformer ou s'expliquer ») est actuellement en cours d'adoption. Son efficacité sera fonction du degré d'indépendance effective de ces administrateurs. La priorité doit également être accordée à l'allègement de la réglementation des marchés de produits, qui permettrait de donner un coup de fouet à l'investissement, à la diffusion du savoir, à la capacité de performance des dirigeants et à la création d'entreprise. Prendre des mesures destinées à revigorer l'investissement en capital-risque, notamment en veillant à offrir une seconde chance à ceux qui échouent et en mettant en place des formations à la gestion d'entreprise, serait également un moyen de dynamiser la création d'entreprise. Le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés devrait être ramené de 34.6 % en 2014 à 31.3 % en 2016 afin d'encourager l'investissement. Un sursaut de l'investissement productif contrebalancerait le recul de l'investissement public, qui devrait chuter lorsque les dépenses consacrées à la reconstruction du nord-est du pays frappé par le séisme de 2011 viendront à diminuer.

La population en âge de travailler (15-64 ans) diminue déjà d'un million par an et devrait reculer de 17 % d'ici à 2030. Accroître le taux d'activité des femmes, inférieur de 20 points à celui des hommes, est donc également une priorité pour alimenter la croissance. L'ampleur de l'écart entre hommes et femmes est due au fait que 38 %

seulement des femmes continuent de travailler après avoir eu un enfant. Pour que cet écart se resserre, il est essentiel de développer les structures de garde d'enfants et d'arriver à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, en faisant évoluer les mentalités vis-à-vis des longues heures passées au travail. Il conviendrait en outre de réformer certains aspects de la fiscalité et de la protection sociale qui amoindrissent l'incitation à travailler pour un second apporteur de revenu. De plus, il importe de rompre avec le dualisme du marché du travail pour réduire l'écart de salaires entre hommes et femmes, de 27 % pour le salaire médian, résultant du fait qu'une forte proportion des emplois non réguliers et relativement peu rémunérés sont occupés par des femmes.

### **L'assainissement budgétaire devrait se poursuivre tandis que la politique monétaire demeurera très accommodante**

Le déclin attendu de l'investissement public, passé de 4,7 % du PIB en 2014 à environ 3,5 % en 2016, est le principal facteur propice à l'assainissement budgétaire pendant la période considérée. Le déficit des administrations publiques rapporté au PIB devrait être réduit de 2 points et être ainsi ramené à 5,75 % en 2016. Néanmoins, le Japon n'est pas vraiment sur la bonne voie pour atteindre son objectif d'un excédent primaire (administrations centrale et locales) d'ici 2020, malgré le relèvement prévu de la taxe sur la consommation à 10 % en 2017. Pour entretenir la confiance dans la viabilité des finances publiques du Japon, il faudrait que le plan budgétaire qui doit être annoncé d'ici à l'été 2015 prévoie une stratégie détaillée et crédible pour parvenir à un excédent primaire à l'horizon 2020, notamment des mesures supplémentaires pour maîtriser les dépenses publiques et lever des recettes. Même à 10 %, le taux de la taxe sur la consommation demeurera inférieur de moitié environ au taux moyen de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur dans les pays de l'OCDE. Le Japon peut escompter un surcroît de recettes fiscales, dû à l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et sur les bénéfices des sociétés et à l'augmentation des taxes environnementales. Il est également primordial de réformer les retraites, la santé et la dépendance pour contenir l'expansion des dépenses sociales en prenant des mesures visant notamment à reculer l'âge légal de la retraite, raccourcir la durée des hospitalisations et développer l'utilisation des médicaments génériques.

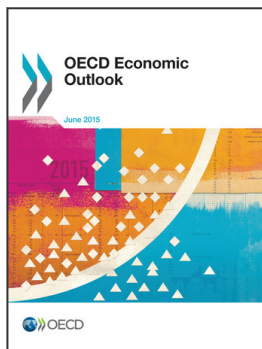
Le recalibrage de l'assouplissement quantitatif et qualitatif de la politique monétaire de la Banque du Japon décidé en octobre 2014 a conduit à porter à environ 80 000 milliards de yens par an l'objectif d'accroissement de la base monétaire, principalement en achetant plus d'obligations d'État. L'assouplissement quantitatif a d'ores et déjà permis de porter le bilan de la banque centrale à 65 % du PIB et contribué à relever les anticipations d'inflation. L'assouplissement quantitatif et qualitatif devrait se poursuivre jusqu'à ce que l'objectif d'inflation de 2 % soit durablement atteint.

### **L'expansion devrait se confirmer tout au long de 2016**

Malgré la poursuite de l'assainissement des finances publiques, la croissance de la production se redressera, selon les prévisions, pour atteindre environ 0,75 % en 2015 et 1,5 % en 2016. La diminution de la population en âge de travailler mettra davantage sous tension les marchés du travail. Les négociations salariales récentes, conjuguées au ralentissement de l'inflation, ont entraîné une hausse des salaires réels, bénéfique à la consommation privée. Les pénuries de capacités et de main-d'œuvre, la progression des bénéfices et l'amélioration de la gouvernance d'entreprise seront des facteurs propices à

l'investissement productif. La reprise, durable, devrait entraîner une hausse de l'inflation à 1,5 % d'ici la fin de 2016. La faiblesse du yen prédispose le Japon à un développement continu de ses exportations au fur et à mesure de la reprise des échanges mondiaux, qui portera l'excédent de sa balance courante à environ 3 % du PIB.

Pour que la croissance de la production s'inscrive dans la durée, il faut que s'établisse un cercle vertueux reposant sur la hausse simultanée des prix, des salaires et des bénéfices des sociétés. La progression timide des salaires nominaux est le principal risque à cet égard. Le niveau sans précédent de la dette publique du Japon pourrait exposer le pays, en l'absence d'un plan crédible pour atteindre son objectif budgétaire, à une perte de confiance dans la viabilité de ses finances, ce qui pourrait déstabiliser le secteur financier et l'économie réelle, et avoir des retombées non négligeables sur l'économie mondiale. Les perspectives du Japon à l'exportation sont tributaires de la croissance des marchés émergents, en particulier la Chine, premier partenaire commercial du pays. Point positif en revanche, la consommation privée pourrait progresser plus rapidement si la contraction de la main-d'œuvre entraîne une hausse des salaires plus rapide que prévu. Dans ce cas de figure, les entreprises pourraient également investir plus massivement.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2015), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2015-1-26-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-1-26-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).